

### 1- Situation politique et sociale récente

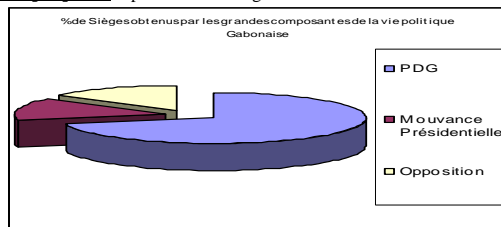
Après la proclamation des résultats issus des élections législatives par la Cour constitutionnelle en fin décembre 2006, le Président de la République Son Excellence El Hadj Omar Bongo Ondimba a reconduit, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2007, le Premier Ministre Jean Eyéghé Ndong dans ses fonctions. Ces élections ont crédité la majorité présidentielle, composée d'une quarantaine de formations politiques, de 98 des 120 sièges que compte l'Assemblée nationale, pendant que l'opposition n'enregistrait que 16 élus; le Parti démocratique gabonais (PDG) du Chef de l'Etat détenant, à lui seul, la majorité absolue avec 81 députés.

Courant avril, la Cour constitutionnelle a déclaré vacants plusieurs postes de maires, en application d'une loi « anti-cumul » au motif que leurs titulaires ont été élus députés. Etaient notamment concernés, ceux des principales villes du pays, Libreville et Port-Gentil. Le président de l'Union du peuple gabonais (UPG) et chef de file de l'opposition, M. Pierre Mamboundou devait également abandonner pour le même motif, la mairie de son fief de Ndendé.

A l'issue d'un volumineux contentieux électoral, des élections législatives partielles ont eu lieu au cours de la 1<sup>ère</sup> quinzaine de juin 2007. Ces élections concernaient 20 circonscriptions de 7 provinces, après l'invalidation des résultats dans 19 localités et l'annulation du vote du siège de Lastourville (Mulundu) par la Cour Constitutionnelle. Sur les 20 sièges, le PDG en a remporté 11.

Les seuls candidats en lice pour les trois sièges de sénateurs restés vacants au Gabon, dont le vice-Premier ministre M. Paul Mba Abessole, ont été élus lors de scrutins partiels au suffrage indirect. Chaque candidat a été élu dans sa circonscription avec 100% des 9 à 21 chiffrages exprimés. A Libreville, M. Paul Mba Abessole, chef du Rassemblement pour le Gabon (RPG, majorité présidentielle), succède ainsi au Sénat au Premier ministre Jean Eyéghé Ndong, issu du PDG, après que ce dernier ait abandonné son siège suite à son élection comme député.

Graphique 1 Répartition des Sièges à l'Assemblée Nationale



En fin juin, le Premier Ministre et son gouvernement étaient devant la représentation nationale pour répondre aux questions des députés relatives à la gestion des « fêtes tournantes » et à la privatisation de Gabon Télécom, deux sujets qui ont alimenté la chronique politique, économique et sociale en raison de leur importance stratégique. En effet, les députés ont relayé les opinions de leurs mandants qui ont dressé un bilan pour le moins

mitigé de l'exécution du programme d'aménagement du territoire et de développement des provinces. Avec un coût total de 300 milliards FCFA du budget national, cet important programme n'aurait pas débouché sur les résultats escomptés. Le Chef du Gouvernement a suggéré la mise sur pied d'une commission d'enquête comprenant, entre autres, le Premier Ministre et des personnalités choisies pour leur intégrité et leur compétence.

Sur le plan social, le gouvernement a annoncé, courant mars, une série de mesures regroupées dans un collectif budgétaire, visant à "atténuer l'impact social" de la hausse de 25% des prix du super et du gazole. Cette loi de finances rectificative a ainsi alloué deux milliards de francs CFA au Ministère de l'Energie afin de lui permettre d'assurer la gratuité (limitée dans le temps) de l'électricité et de l'eau au profit des ménages les plus pauvres.

Dans le même ordre d'idées, le ministère de la Santé publique devait recevoir une rallonge de 3 milliards de FCFA, pour des actions de lutte contre le paludisme et pour la construction de centres de santé.

Le gouvernement a également annoncé la reconduction de la gratuité des frais d'inscription scolaire dans les établissements publics ainsi que la gratuité des manuels scolaires dans les écoles primaires, pour un coût global de 3,5 milliards de FCFA. Dans le même chapitre, l'Etat a alloué des fonds en vue de développer le micro crédit pour une valeur de 100 millions de FCFA, d'aider les filles mères par divers appuis pour 700 millions FCFA et de promouvoir l'accès au crédit immobilier en subventionnant la Banque de l'habitat à hauteur de 3 milliards FCFA. Enfin, aux termes de la même loi de finances, le secteur des transports publics de Libreville a également reçu une subvention de 900 millions de francs CFA qui devra lui permettre de faire face aux charges de réparation de 27 bus et de construction d'un hangar.

En matière de Coopération internationale, la France et le Gabon ont signé, courant juillet 2007 à Libreville, un accord relatif "à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement". Cet accord prévoit la suppression des visas de court séjour pour les titulaires de passeports de service et instaure des "visas de circulation" de deux ans à entrées multiples "pour des motifs économiques, professionnels, médicaux ou familiaux".

L'accord facilitera le séjour en France des étudiants gabonais en portant la durée de leur autorisation provisoire de séjour de 6 à 9 mois, ainsi que celui des jeunes salariés et des Gabonais exerçant dans l'informatique, les assurances, la banque ou les BTP. En contrepartie, les Français vivant au Gabon depuis plus de trois ans pourront se voir délivrer une carte de séjour de cinq ans, contre deux auparavant. L'accord comprend aussi une close dite de « réadmission » par l'Etat d'origine de ses ressortissants en situation irrégulière et prévoit la coopération des deux pays dans le cadre de la lutte contre l'immigration irrégulière, en matière d'état civil et contre la fraude documentaire.

## 2- Evolution économique récente et perspectives

Pays à revenu intermédiaire avec un PNB per capita d'environ US\$ 5000, le Gabon n'en est pas moins confronté, à l'instar des autres pays africains à revenus bien plus faibles, à des contraintes de développement. Au titre de celles-ci, la pauvreté dont l'incidence touche 33% de la population (EGEP, 2005). Entre autres facteurs, cette pauvreté est exacerbée par (i) des inégalités dans la répartition des revenus, (ii) l'insuffisance de l'offre d'infrastructures sociales et structurantes, (iii) la faible diversification des bases productives de l'économie nationale, et (iv) un rythme de croissance économique inférieur au niveau du coût démographique, qui est de 4% l'an (RGPH, 2003).

Au niveau macroéconomique, la croissance est restée très faible en termes réels (0,43 % en moyenne annuelle sur la période 2000-2006) en raison de la baisse de la valeur ajoutée du secteur pétrolier (-1,44 %) et du déclin de la production du secteur non pétrolier dont le rythme de croissance est demeuré tout aussi faible : 1,53 %.

En 2005, le PIB global en volume n'a cru que de 3% avant de fléchir à 1,2% en 2006 pour se redresser, selon les prévisions, à 5,6% en 2007. Finalement, le PIB par habitant a reculé de 2% en moyenne annuelle sur la période 2000-2006.

**Tableau 1:** Evolution du PIB en volume

	2005	2006	2007(p)
PIB	3,0	1,2	5,6
Pétrole	-1,3	-10,4	4,6
Hors pétrole	4,3	4,5	5,8

*Source:* Direction Générale de l'Economie, MEFPB

Pour l'année 2007, les objectifs du cadrage macroéconomique issus des prévisions font référence à une conjoncture internationale favorable basée sur des hausses à la fois du dollar à 504,2 FCFA et du niveau de la production mondiale.

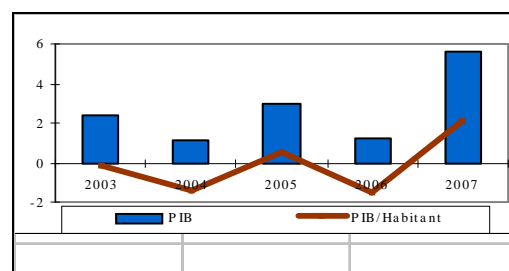
Au plan interne, le cadrage retient des hypothèses toutes aussi favorables reposant sur : (i) une production pétrolière passant à 12,474 millions de tonnes, (ii) un prix moyen du brut gabonais à US\$ 56 le baril, (iii) une production de manganèse de 3,250 millions de tonnes à US\$ 130,6 la tonne et (iv) des exportations de grumes de 1,771 millions de m<sup>3</sup> à 126 308,6 FCFA le m<sup>3</sup>.

Fort de ces hypothèses, le cadrage conclut à une accélération de la croissance économique en 2007 qui atteindra les 5,6% en termes réels du fait notamment du redressement de la croissance de la production pétrolière (4,6%) et du raffermissement de l'activité du secteur hors pétrole (5,8%). Dans pareille perspective, la croissance sera tirée par le dynamisme combiné de tous les secteurs : +4,9% dans le primaire, +5,7% dans le secondaire et +5,9% de croissance dans le tertiaire.

Globalement, la politique économique et sociale restera axée sur la mise en œuvre du Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) qui s'appuiera sur un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), la poursuite de l'assainissement des finances publiques et des

réformes structurelles ainsi que la définition de politiques sectorielles diversifiées porteuses de croissance.

**Graphique 2 :** Evolution des Taux de croissance du PIB réel et du PIB per capita de 2003 à 2007 (prev.)



*Source :* Perspectives Economiques Régionales FMI, et 2007 DGE/MEFPB

### 2.1 Le secteur réel

**Du côté de l'offre globale,** la dynamique de la production sera redressée à la fois par les performances des activités des secteurs pétrolier et non pétrolier.

Dans le secteur primaire, la reprise de la production résultera principalement de l'augmentation attendue de la production pétrolière (+4,6%), en raison de l'amélioration des performances de certains champs.

Le secteur secondaire, quant à lui, connaîtra une accélération due essentiellement au relèvement de la production dans les branches autres industries (+1,1 contre -9,1% en 2006) et raffinage (+11,8% contre -6,8% en 2006). Les autres branches continueront à maintenir leur vitalité : le bois (9,8%), les BTP (4,8%), l'électricité, l'eau (4,4%) et l'agro-industrie (4,3%). Globalement, sa croissance prévue est de 5,7%.

Quant au secteur tertiaire, sa croissance devrait être de l'ordre de 5,9% en 2007, impulsée notamment par la dynamique observée dans les branches services (+5,8%), commerce (+8,4%), ainsi que dans les transports et communications (+5,1%).

**Du point de vue de la demande globale,** l'activité économique serait dynamisée grâce à la hausse des exportations (5,0%) et à une plus ou moins forte demande intérieure (de la consommation finale pour 3,8% et de l'investissement public et privé pour 2,9%).

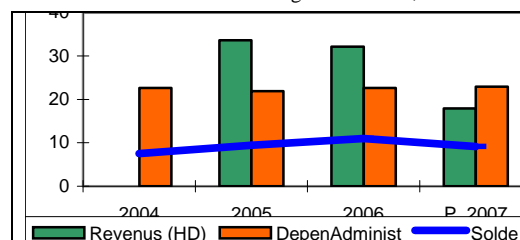
Pour ce qui concerne le commerce extérieur, la balance des paiements devrait accuser un solde global en nette amélioration (12,2% contre 9,7% en 2006) consécutivement à l'amélioration de la balance des transactions courantes dont le solde devrait croître en 2007 de 22,3% et de la balance commerciale pour 20,3%. En revanche, la balance des services et des revenus accuserait un solde qui continuerait à se dégrader de l'ordre de 20% dû à la hausse des niveaux de rémunération des capitaux privés étrangers.

**2.2 Le secteur financier:** L'année 2007 devrait être marquée par une évolution positive des recettes publiques (composantes pétrolière et non pétrolière) grâce à l'amélioration de la performance économique nationale et à celle des administrations

fiscales, sous l'hypothèse d'un bon maintien des cours internationaux du baril.

Côté dépenses, les efforts d'assainissement de la chaîne des dépenses publiques ont permis de maintenir leur rapport au PIB en dessous de la barre de 15%. Cette évolution est imputable à la maîtrise des dépenses courantes qui passent de 24,9% du PIB en 2001 à 16,6% en 2006.

**Graphique 3** : Recettes budgétaires, Dépenses des Administrations et du Solde Budgétaire Global, 2004-2007

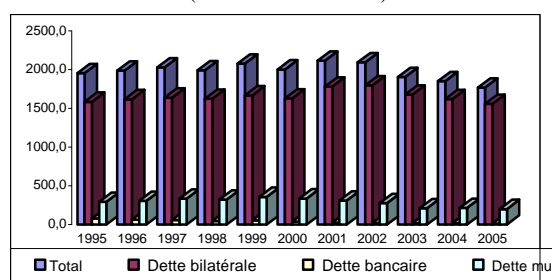


**Source** : *Perspectives Economiques Régionales FMI, 2007.*

Les soldes global base caisse et primaire sont restés positifs au cours de cette période.

**Concernant la dette publique**, son service a connu en 2006 une évolution positive de l'ordre de 16,1% par rapport à 2005. En valeur absolue, il est passé de 448,9 à 376,5 milliards sur la période grâce au reflux de 54,2% du service de la dette intérieure. Malgré tout, le fardeau de la dette pèse très lourd sur l'équilibre à court terme des finances publiques.

**Graphique 4** : Evolution de l'encours de la dette extérieure 1995-2005 (en milliards de FCFA)



**Source** : *DGCP, Ministère de l'Economie et des Finances*

Courant juillet le Club de Paris a accédé à la requête introduite par le Gabon relative au remboursement anticipé, entre le 2 décembre 2007 et le 30 janvier 2008, de sa dette qui s'élève à plus de 1,9 milliard d'euros. Cette opération de remboursement anticipé s'intègre dans le cadre d'une politique globale de réformes initiée par le gouvernement qui a par ailleurs facilité la récente conclusion d'un accord de confirmation avec le FMI.

L'endettement du Gabon vis-à-vis du Club de Paris représente 80% du total de sa dette extérieure qui se montait à environ 2,4 milliards d'euros fin 2006.

Plus récemment, le Président français, M. Nicolas Sarkozy, en visite à Libreville en juillet, a annoncé que la France (principal créancier bilatéral du pays pour 58%) procédera à des allègements sur la dette due. L'opération consistera en une transformation d'une partie de la dette, soit 50 millions d'euros, en investissements destinés à la protection de l'environnement, i.e., la forêt.

**Monnaie et crédit** : La masse monétaire au sens large continuera de progresser. Rapportée au PIB, elle passera de 19,7% en 2006 à 24,5% en 2007, selon les projections. Sur la même période, l'on s'attendrait à une amélioration des avoirs extérieurs nets, pendant que les crédits à l'économie diminueront, passant de 61,3% de la masse monétaire en 2004, à 50,7% en 2007.

**Inflation** : en ce qui concerne l'inflation, l'indice des prix à la consommation des ménages a augmenté de 4,0% en moyenne en 2006, par rapport à 2005. En glissement annuel, la hausse des prix a été de 6,5%. Cette évolution se poursuit en 2007. Le taux d'inflation devrait atteindre 5,5%.

### 3. Initiatives en matière de Gouvernance

En 2006, le Gouvernement Gabonais a décidé d'adhérer au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP). Cet instrument mis en place dans le cadre du NEPAD permet, en effet, aux pays de faire le point sur les performances des politiques et pratiques en matière de bonne gouvernance en rapport avec les normes et standards mondiaux. L'objectif poursuivi consistant à faire en sorte que chaque pays africain élabore les meilleures politiques et mette en œuvre les bonnes pratiques en référence aux engagements internationaux contractés.

Dans ce même cadre, le Gouvernement s'est engagé à concevoir et à mettre en œuvre, avec l'appui de partenaires stratégiques comme le PNUD et la BAD, un Programme National de Bonne Gouvernance (PNBG) dont le document d'orientation est en cours de finalisation. Cet exercice permettra de combler les déficits et de renforcer les acquis en matière de bonne Gouvernance à travers une réforme globale de l'Etat et une modernisation de la gestion des affaires publiques. En particulier, l'objectif stratégique de cette initiative est (i) de mieux consolider les pratiques de bonne gouvernance fondées sur l'affermissement de l'Etat de droit et l'amélioration de la qualité de la gestion des affaires publiques, (ii) d'améliorer la qualité de la participation de tous à la gestion des affaires du pays et (iii) de mettre en place un environnement plus propice à l'épanouissement du secteur privé.

De même, le PNUD appuie, à travers le projet RAG (Réseau de l'Administration Gabonaise), la mise en réseau informatique de l'administration gabonaise ; cet appui s'articule autour de la réalisation des objectifs suivants : (i) évaluation du cahier des charges de conception du réseau, (ii) élaboration de plans de financement, de communication et de déploiement, (iii) mise en place d'une stratégie e-gov et (iv) définition d'un cadre institutionnel de gestion du Réseau de l'Administration Gabonaise.

Aussi, le PNUD a-t-il appuyé l'élaboration du Rapport Pays que le Gabon devrait présenter lors de la réunion de l'African Governance Forum, en octobre à Ouagadougou. Le thème de cette année est « Renforcer les Capacités de l'Etat ».

Enfin, le PNUD est en train d'organiser d'autres appuis de nature stratégique, notamment en matière de promotion de l'équité de genre, à travers un partenariat avec le Ministère de la famille. Ce cadre

de partenariat vise l'appui à la définition d'une vision et d'une politique de promotion de l'équité genre et de l'autonomisation des femmes, conformément aux orientations stratégiques des OMD.

Afin de mieux accompagner toutes ces initiatives, le PNUD a projeté de développer des appuis à l'intention des Organisations de la Société Civile (OSC) en vue de contribuer au renforcement de leurs capacités. En effet, les OSC sont potentiellement des acteurs/relais de choix en matière de promotion d'activités de développement participatif, en particulier au niveau communautaire.

#### **4. Initiatives en matière de lutte contre la pauvreté**

Malgré la disponibilité de nombreuses ressources, le Gabon n'a pas encore réussi à mettre en oeuvre une politique économique et sociale qui génère un niveau de croissance économique compatible avec l'amélioration significative du niveau de vie de sa population. De fait, ses indicateurs sociaux continuent à se dégrader. Cette situation qualifiée de « paradoxe de l'abondance » peut être mise en évidence, en comparant son PIB per capita, (plus de US\$ 5000), l'incidence de la pauvreté (33% de la population) et son IDH (0,632) en 2006.

Pour remettre le pays sur un sentier de développement humain durable, le Gouvernement a élaboré dans un élan volontariste, un DSCRП couvrant la période 2006 – 2008. De plus, un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) dont l'objectif est d'en optimiser la mise en oeuvre a été formulé avec l'appui du PNUD et de la Banque Mondiale à la mi-2007. Ce DSCRП qui fait référence aux OMD repose sur quatre piliers fondamentaux : (i) la promotion d'une croissance forte, soutenue et bénéfique aux pauvres ; (ii) l'amélioration des infrastructures ; (iii) l'amélioration de l'accès des populations aux services essentiels et (iv) l'amélioration de la gouvernance.

En cohérence avec les orientations stratégiques déclinées dans le DSCRП, le PNUD a formulé son Document cadre de Coopération Pays en ciblant les domaines de concentration ci-après : (i) l'appui à la lutte contre la pauvreté, (ii) la lutte contre la maladie (VIH/SIDA, Paludisme) et (iii) la promotion et la protection de l'environnement. Chacune de ces concentrations thématiques contribue directement à l'atteinte des objectifs stratégiques de croissance économique et de lutte contre la pauvreté, définis dans le DSCRП.

Ainsi, l'intervention du PNUD dans ces domaines s'appuie sur un certain nombre de leviers.

**Lutte contre la pauvreté :** Le programme de « Gestion urbaine partagée des déchets solides à Libreville » mis en place en 2004 a contribué à la lutte contre la pauvreté, à la création d'emplois chez les jeunes, et à l'amélioration de l'environnement en milieu urbain en mettant en place un système partagé de pré-collecte d'ordures dans les zones défavorisées de Libreville.

Le programme « Appui aux Réseaux Territoriaux pour la Gouvernance Locale et le Développement du Gabon- ART GOLD Gabon » dont l'objectif est

de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la promotion du développement communautaire intégré et la gouvernance dans les Provinces, les Départements et des villes du Gabon a été lancé dans l'Estuaire, le Haut-Ogooué et l'Ogooué Maritime.

Le projet d'« Appui au développement du Micro crédit » contribue, lui, à la lutte contre la pauvreté par l'amélioration des conditions de vie des couches les plus vulnérables, notamment la population féminine en milieu rural. Le projet, qui a démarré par une phase pilote dans la Province de la Nyanga, en est à sa deuxième phase avec la distribution des crédits.

A la demande du Gouvernement, des démarches sont en cours en vue de son extension à d'autres Provinces du pays, à commencer par la Province du Haut Ogooué qui a accueilli, en juin 2007, une mission exploratoire.

Enfin, le projet d'appui à la planification du développement économique local (PDEL) dont les études se poursuivent à Ndougou. Entre autres objectifs, ce programme vise à (i) mettre en place un Guichet unique volant avec les partenaires, dans le cadre du Programme d'appui à l'entrepreneuriat et à l'emploi, (ii) élaborer et mettre en place un Plan de développement intégré du secteur touristique, (iii) valoriser les ressources humaines dans le cadre de programmes de formation professionnelle diplômante aux métiers du tourisme, de la pêche, de l'agriculture et du bois, et (iv) appuyer le développement d'une agriculture vivrière intégrée pour la sécurité alimentaire.

Par ce programme, le PNUD développe une approche stratégique d'importance qui met en partenariat le secteur public (Gouvernement), le secteur privé (Shell) et les Nations Unies (PNUD).

**Dans le domaine de la préservation** de l'environnement, la coopération Gabon-PNUD a permis de mettre en place (i) le projet ANCR d'autoévaluation et d'identification des domaines prioritaires nécessitant le renforcement des capacités nationales de gestion, (ii) un projet visant l'élaboration du Plan National d'Action de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, (iii) le projet « Changements climatiques » qui vise, dans le cadre de l'élaboration de la seconde communication nationale pour le Gabon, à appuyer le Gouvernement et tous les acteurs nationaux impliqués dans le domaine des changements climatiques pour faire un état des lieux et dresser les besoins réels du pays en vue d'une bonne prise en charge de la problématique. Par ailleurs le PNUD est en train d'appuyer le Gouvernement dans la formulation de sa stratégie ainsi que la mise en place des mécanismes visant à favoriser la transformation du bois. Il envisage d'accompagner une étude sur le cadre institutionnel et opérationnel du Ministère de l'économie forestière. L'appui du PNUD vise essentiellement l'amélioration de la gouvernance du secteur pour la promotion, la préservation et la gestion durable de l'environnement.

**En ce qui concerne la « lutte contre la maladie »** le PNUD a développé avec l'appui du Fonds Mondial, deux grands programmes.

Le programme de « Réduction de l'impact du VIH/Sida sur les populations pauvres et/ou vulnérables », qui vise à contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA et à réduire son impact négatif sur les populations pauvres/vulnérables et sur le développement socioéconomique, par une action coordonnée des secteurs public et privé et du monde associatif. Il vise également au renforcement des capacités pour permettre au Gouvernement de répondre aux objectifs de la Déclaration d'Engagement de l'UNGASS, dont le Gabon est signataire.

Les objectifs de la déclaration d'engagement de l'UNGASS sont entre autres : (i) d'évaluer les conséquences économiques et sociales de l'épidémie de VIH/SIDA et établir des stratégies multisectorielles pour lutter contre l'épidémie aux niveaux individuel, familial, communautaire et national, et (ii) d'intégrer la prévention du VIH/SIDA, les soins, le traitement, l'appui et les stratégies prioritaires d'atténuation des effets de l'infection dans la planification du développement. Pour ce qui est du second projet, « Faire reculer le Paludisme au Gabon », l'objectif recherché est de contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité liées au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes au Gabon. Pour ce faire, la stratégie s'appuie sur une approche multisectorielle et de partenariat incluant le secteur public, le secteur privé, la société civile, l'université, les organisations non gouvernementales et la coopération multilatérale et bilatérale.

**En matière de pilotage stratégique**, l'assistance du PNUD met l'accent sur les aspects d'appui conseil et sur diverses actions de plaidoyer à travers l'élaboration d'instruments de dialogue politique.

**Tableau 2 :** Indicateurs Economiques et Sociaux

<b>Indicateurs Economiques</b>				<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>Prev. 2007</b>
Population (en millions)				1..5		
PIB/hbt (en US\$, prix de 2000)				6397..3	5635.2	
Taux de croissance du PIB réel				3	1,2	5,6
Taux de crois. du PIB réel hors pétrole				-1,3	-10,4	4,6
Taux de croissance du PIB réel par hbt				0,5	- 1,5	2,1
PIB à prix courant (MDS. CFA)				4570,8		
Prix à la Consomm. (variation annuelle)				0,0	4,0	4,5
Exportat. Biens/services (en% du PIB)				66,9	67,0	61,0
Importat. Biens/services (en% du PIB)				28,2	32,1	34,9
Balance Commerciale (en% du PIB)				49,1	47,1	38,7
Taux d'Investissement (%PIB)				21,9	22,4	24,3
Taux d'Epargne Intérieure (%PIB)				60,5	57,2	50,4
<b>Indicateurs Sociaux</b>				<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Espérance de vie (années) :				54		
Taux de mortalité infanto-juvénile (/1000):				91.4 (2000)	54	
Taux de mortalité maternelle (/1000) :				61.1 (2000)	nd	
% d'enfants de - 5 insuf pondérale :				14 (2000)	nd	
Taux net de scolarisation (primaire):				92.4	nd	
Budget Education (% B. Total)				9,37	nd	
Budget Santé (% B. Total)				6,93	nd	
Incidence de la pauvreté (National)				33	nd	
- En milieu Urbain				29,8		
- En milieu Rural				44,6		
Indice de Gini				0,437		
<b>Années</b>	<b>1990</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>IDH</b>	0,545	0,568	0,637	0,635	0,633	
<b>PIBréel/Hbt(PPA)</b>	4735	3766	6322	6397	5635	

Sources: RMDH 2006, Tableaux de Bord de 2007, MEFBP et Perspectives Economiques Régionales ASS du FMI, 2007

A ce titre, l'on peut noter que la fourniture des services de conseil s'effectue par la mise à disposition d'une expertise nationale et internationale variée.

Quant à l'appui au plaidoyer, il s'effectue en particulier, à travers l'élaboration d'instruments tels que le Rapport national sur le développement humain (RNDH) et le Rapport de suivi des progrès réalisés pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

En effet, le RNDH constitue une base indiquée pour mener un débat national et local éclairé sur les priorités et les politiques. Il assiste également les autorités et leurs partenaires dans les processus d'identification de mesures et d'instruments de politiques appropriés et consensuels pour s'attaquer aux problèmes de développement du pays.

Quant aux rapports sur les OMD, ils permettent de faire le point sur les avancées en matière de progrès réalisés, en tenant compte des recommandations du sommet du Millénaire de septembre 2000 et ainsi, de suggérer les orientations nécessaires pour les atteindre.

S'y ajoute, l'appui au déroulement d'études diagnostiques pour l'évaluation des besoins et des coûts d'atteinte des OMD qui ont débouché sur l'élaboration d'un Plan décennal et d'un document de Stratégie de financement des investissements nécessaires à la réalisation des OMD au Gabon.

En définitive, tous ces instruments ont pour essence d'appuyer le gouvernement dans l'élaboration de documents stratégiques de planification tel le DSCR.

